

A. N°2003-011/MTEJ/SG du 30 mai 2003 (JON°28 2003 du 10 juillet 2003)

portant organisation et attributions des Directions Régionales du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse (DRTEJ).

CHAPITRE I : DISPOSITION GENERALE

Article 1 : L'organisation et les attributions et le fonctionnement des Directions Régionales du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse (DRTEJ) sont régis par les dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE II : ORGANISATION

Article 2 : La Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse comprend outre le Secrétariat :

- le Service de l'inspection du travail et de la sécurité sociale ;
- le Service de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- le Service de la jeunesse ;
- le Service des statistiques et de la documentation.

Article 3 : Les services prévus à l'article 2 sont placés sous la responsabilité de chefs de service nommés au regard de leur profil par arrêté du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse sur proposition du Directeur régional du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse.

CHAPITRE III : ATTRIBUTIONS

Article 4 : La Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse exerce sur son ressort territorial, les compétences et attributions qui sont dévolues au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse notamment en ce qui concerne l'application des politiques et législations en matière de travail, d'emploi, de sécurité sociale et de jeunesse.

A ce titre, le Directeur régional assure, dans son ressort territorial, la coordination générale des activités du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse et apporte un appui aux structures rattachées.

Article 5 : Le Secrétariat est chargé de la réception, de l'enregistrement, de la ventilation, de l'expédition du courrier, de la dactylographie et du classement des documents du service.

Article 6 : Le Service de l'inspection du travail et de la sécurité sociale est chargé de toutes les questions relevant de la compétence d'attribution de l'inspecteur du travail et notamment :

- du contrôle des établissements ;
- de l'information, des conseils et de la sensibilisation des employeurs et travailleurs et de leurs organisations sur leurs droits et obligations en matière sociale ;
- du règlement des différends individuels et collectifs du travail;
- de l'organisation et de l'animation des séances d'éducation ouvrière ;
- de l'animation et de la promotion des négociations collectives;
- de l'information de l'autorité compétente sur les déficiences et abus qui ne sont pas spécifiquement couverts par les dispositions légales existantes ;
- du visa des contrats de travail des nationaux, des contrats d'apprentissage et de tout document soumis à cette formalité obligatoire ;
- de l'analyse des causes des accidents de travail et des maladies professionnelles ;
- de l'établissement des diverses attestations prescrites par la réglementation et l'usage ;
- de toutes études et enquêtes sociales à lui confiées.

Article 7 : Le Service de l'emploi et de la formation professionnelle est chargé du traitement de toutes les questions relatives à l'emploi et à la formation professionnelle et notamment de :

- la contribution à toute réflexion portant sur l'emploi, l'emploi des jeunes, la promotion du secteur informel, la formation professionnelle et l'apprentissage ;
- l'appui à la mise en œuvre du plan d'action de promotion de l'emploi ;
- l'appui des structures et services compétents pour l'organisation et la sensibilisation des acteurs du secteur informel ;
- l'appui à la mise en œuvre du plan d'action de formation professionnelle et d'apprentissage.

Article 8 : Le Service de la jeunesse est chargé de toutes les questions relatives à la jeunesse et notamment de :

- la mise en œuvre des directives et du plan d'action en matière de jeunesse ;
- la promotion des activités d'accompagnement pour l'insertion sociale et économique des jeunes ;
- la promotion des activités socio-éducatives pour jeunes ;
- le développement des activités d'éducation civique des jeunes ;
- l'appui technique des structures et centres de jeunesse ;
- la contribution à la formation des animateurs bénévoles des activités socio-éducatives et des structures de jeunesse.

Article 9 : Le Service des statistiques et de la documentation est chargé de la collecte et du traitement des données statistiques et de la gestion de la documentation et des archives et notamment :

- de l'acquisition, de la conservation, de l'entretien et de la gestion de la documentation du service ;
- de la réception et de l'enregistrement des déclarations réglementaires ;
- de l'élaboration des rapports périodiques et des statistiques du travail ;
- de la gestion de la bibliothèque et de la reprographie ;
- de la tenue à jour des dossiers et des fichiers des entreprises ;
- de la conservation des archives.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 10 : Chaque Direction régionale élabore un programme d'activités annuel et des rapports d'activités trimestriels et annuels.

Les chefs de services contribuent à l'élaboration du programme d'activités et des rapports trimestriels et annuels d'activités de la Direction régionale.

Article 11 : Il est institué une réunion mensuelle des cadres et une réunion trimestrielle de l'ensemble du personnel de chaque Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse.

Article 12 : Toutes les dispositions non précisées dans le présent arrêté et qui ont trait à l'organisation et au fonctionnement des Directions Régionales du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse feront l'objet de circulaires et/ou de notes de service.

Article 13 : Le Secrétaire Général du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse et les Directeurs Régionaux du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature.

Article 14 : Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.